Cependant, l'employeur a fait appel auprès de la Cour fédérale du travail allemande, qui a jugé que les enregistrements de la vidéosurveillance auraient dû être pris en compte dans l'appréciation des faits et qui a renvoyé l'affaire au tribunal régional du travail. En effet, les juges de la Cour fédérale du travail allemande ont considéré que la collecte de ces données s'est faite ouvertement, car les caméras n'étaient, en aucun cas, dissimulées.

Selon les juges, il résulte des dispositions applicables du droit européen, ainsi que du droit procédural et constitutionnel national, que les tribunaux des instances précédentes auraient dû examiner et prendre en compte la séquence vidéo et ce, indépendamment du fait que la surveillance ait été conforme en tous points aux dispositions de la loi fédérale sur la protection des données allemande (Bundesdatenschutzgesetz) ou du règlement général sur la protection des données (RGPD). Même si cela n'avait pas été le cas, un traitement des données à caractère personnel concernées du demandeur par les tribunaux n'aurait pas été exclu par le RGPD. Cela vaut en tout cas lorsque la collecte des données est effectuée ouvertement et qu'il est question d'une faute intentionnelle du salarié.

Conseil pratique

Bien que la jurisprudence allemande admette l'exploitation d'enregistrements de vidéosurveillance même en cas de violations des règles de protection des données dans la mesure où le reproche fait au salarié est suffisamment grave, cela ne signifie pas qu'elle donne carte blanche à toutes les formes de surveillance illégales.

En effet, l'employeur reste tenu d'**assurer la conformité des systèmes de surveillance** qu'il utilise ou qu'il prévoit de mettre en place **aux règles de protection des données** et doit pouvoir justifier l'objectif visé et l'intérêt de la forme de surveillance choisie. En cas d'existence d'un **comité d'entreprise allemand** (Betriebsrat), celui-ci **doit en tout état de cause être impliqué** dans la mise en place d'un système de vidéosurveillance.

2023-08-15

Qivive
Rechtsanwalts GmbH

qivive.com

Köln^D

Konrad-Adenauer-Ufer 71
D – 50668 Köln
T + 49 (0) 221 139 96 96 - 0
F + 49 (0) 221 139 96 96 - 69
koeln@qivive.com

Paris^F

50 avenue Marceau
F – 75008 Paris
T + 33 (0) 1 81 51 65 58
F + 33 (0) 1 81 51 65 59
paris@qivive.com

Lyon^F

10 – 12 boulevard Vivier Merle
F – 69003 Lyon
T + 33 (0) 4 27 46 51 50
F + 33 (0) 4 27 46 51 51
lyon@qivive.com